

## Les étudiants en lutte : le sens d'une résistance

Jeanne Demazet et Abdel Hazzifi

La « rupture » : ce mot d'ordre répété à l'envi par Sarkozy et ses petits colonels doit être pris au sérieux, en dépit du ton péremptoire qui l'accompagne. Rupture, cela signifie avant tout, *casse*, ou plus exactement poursuite rationalisée de la casse de la « condition salariale » que plusieurs décennies de luttes sociales et symboliques étaient parvenues à fixer dans le droit, les corps et les consciences<sup>1</sup>. C'est contre cette casse, et pour un véritable service public démocratique et de qualité, que les étudiants grévistes luttent actuellement. Au-delà de la transformation des facs en prestataires de service sur le marché des « savoirs de base », il s'agit non seulement de revendiquer des droits, mais aussi de se positionner par rapport à l'histoire : l'histoire des luttes des travailleurs, des conquêtes collectives, des petites révolutions qui ont progressivement amélioré le niveau de vie. En faisant des mouvements étudiants de simples débordements, des actes marginalisés menés par des marginaux, on cherche à couper ces luttes du long sillon de l'histoire dans lequel les pieds des plus jeunes sont inscrits, souvent à leur insu. Classiquement, le gouvernement actuel utilise une rhétorique du changement au service de grosses régressions : archaïques, ces mouvements n'auraient pas lieu d'être. « Feignants », « immatures », « privilégiés », on apprend plus, à travers ces qualificatifs, sur le rapport de la société à ses propres enfants que sur ces derniers.

Puisée dans le répertoire des lieux communs de l'économie standard, l'image de « l'étudiant feignant » part d'une idée très simple : du côté de l'apprentissage il n'y a pas (encore) de production, pas d'activité, pas de valeur. Ceux qui « travaillent », au sens de ceux qui occupent un emploi, seraient les seuls à pouvoir s'exprimer légitimement. Étonnant raisonnement lorsque l'on sait qu'environ 1 étudiant sur 2 doit travailler pour financer ses études, et surtout lorsque l'on comprend que ces refrains disqualifiants sont conjoncturels : demain, si les intérimaires de Peugeot se mobilisent, on leur demandera de la boucler au prétexte qu'ils ne sont « rien » ; si les ouvriers de Danone ou les intermittents de France 2 se joignent aux grévistes, on taira leurs revendications, on poursuivra les meneurs, on sanctionnera les suiveurs. Hier, les ouvriers étaient trop « ignorants » pour participer à la vie politique<sup>2</sup>, aujourd'hui les étudiants sont trop « avantagés ». Ce sont eux qui disposent aujourd'hui des quelques rares allumettes capables de multiplier les contre-feux.

Les jeunes scolarisés à la fac en lutte contre la LRU ne sont pas forcément, comme on l'entend quelquefois, allergiques à « l'esprit d'entreprise ». Ils refusent seulement cet archaïsme triomphant qui fait du travail d'exécution sous pression permanente (CDD, stages, intérim, travail à temps partiel, heures sup' non rémunérées, etc.) une fin en soi. Frappés durement par le chômage (entre 30% et 40% des jeunes vivant dans les cités) ou embauchés pour des salaires dérisoires avec des chances très réduites de promotion en cours de carrière en comparaison avec ce qui existait deux décennies auparavant<sup>3</sup>, les étudiants, surtout lorsqu'il viennent de familles populaires, n'ont souvent d'autres choix que de subir en la fermant. Les mouvements de 2003 (loi Fillon, intermittents), de 2005 (CPE, émeutes) et de 2007 sont trois moments de condensation collective des frustrations liées au déclassement

---

<sup>1</sup> Robert Castel, *Les Métamorphoses de la question sociale*, Paris, Fayard, 1995.

<sup>2</sup> Michel Offerlé, « Illégitimité et légitimation du personnel politique ouvrier en France avant 1914 », *Annales*, 1984, vol. 39, n° 4, pp. 681-716.

<sup>3</sup> Christian Baudelot, Roger Establet, « Une jeunesse en panne d'avenir », in *Une jeunesse difficile. Portrait économique et social de la jeunesse française*, Paris, Editions Rue d'Ulm, coll. CEPREMAP, 2007, pp. 23-60.

social et salarial de ces jeunes qui doivent toujours s'adapter à un monde qui ne s'adapte pas à eux<sup>4</sup>. La jeunesse d'aujourd'hui est bien moins « jeune » qu'on ne le croit tant les obstacles qu'elle a à surmonter sont nombreux.

Lorsqu'on traite les étudiants de « privilégiés », c'est souvent par méconnaissance de leurs conditions de vie réelles. Qui d'autre qu'eux peut rompre l'ordre rituel des tables rondes et des interviews convenues pour dénoncer le fait que 6 jeunes de plus de 21 ans sur 10 vivent toujours chez leurs parents, souvent faute de mieux, alors que la plupart des autres, guère plus chanceux, enchaînent les galères pour trouver un logement décent et multiplient les visites d'appartements-cages loués par des rentiers ? Qui d'autre pour refuser le « service public minimum » et les discriminations sociales, raciales, religieuses et sexuelles dont sont victimes des centaines de milliers de personnes habitant des cités reléguées ou des pavillons de carton ? Si les étudiants grévistes dérangent autant, si le catéchisme cathodique se renforce à la moindre étincelle, c'est bien que les revendications qu'ils portent posent des questions auxquelles les dirigeants de ce pays préfèrent répondre avec des tasers, des drones<sup>5</sup> ou des caméras de surveillance. Le « surveiller et punir » d'aujourd'hui, ce sont les jeunes, en particulier ceux nés de parents immigrés des classes populaires, qui le prennent en pleine tête. Rien d'étonnant donc à retrouver dans les rues ceux d'entre eux qui, sans se sentir pleinement « membres » d'une classe définie, se sentent proches des travailleurs (jeunes ou vieux) qui vivent avec moins de 1000 euros par mois et à qui l'on demande aujourd'hui de faire preuve d'« altruisme » en acceptant de travailler plus (à court terme en augmentant les cadences, à long terme en cotisant plus) pendant que les cadeaux fiscaux aux plus riches se multiplient (du paquet fiscal à la multiplication du salaire du Président par trois – soit 19 000 euros bruts désormais, deux mesures votées par les parlementaires)

Sarkozy, en dépit de ses rêves les plus fous, n'a pas encore transformé la France en camp militaro-industriel. Il lui faudra encore beaucoup de temps et d'énergie pour désarmer les collectifs mobilisés. Il n'est pas non plus ce « novateur » tant vanté par la presse. Il ne fait qu'entériner des évolutions permises et prescrites par des organisations supra-nationales telles que la Commission européenne ou l'OCDE<sup>6</sup>. Mais, ce qui change avec lui, c'est la façon dont est mené le combat non seulement contre les fractions les plus stabilisées du salariat public et privé, mais aussi contre les franges protestataires des précaires les plus jeunes : il ne s'agit plus de détricoter progressivement des acquis au nom d'une prétendue modernisation, mais bien d'une « thérapie de choc », agressive et sur tous les fronts, une succession de passages en force.

Sarkozy se sert pleinement de la force symbolique et matérielle de la classe sociale dont il est à la fois le produit, le mandataire et le *manager*. Il sait faire oublier, de même que les membres de la grande bourgeoisie de la ville dont il a longtemps été le maire, que la domination ne perdure qu'en associant cyniquement un discours égalitaire et une politique du « tous contre tous », un individualisme théorique (cf. son discours sur le mérite et l'effort au

---

<sup>4</sup> Par déclassement il faut entendre un décalage entre le diplôme détenu et le niveau de qualification et de rémunération offert, mais également une « chute » plus ou moins durable dans une position sociale inférieure à celle des parents. Toutes choses égales par ailleurs, les femmes, les enfants d'ouvriers et d'employés sont les plus exposés au déclassement, ce dernier touchant environ 1 jeune sur 4 trois ans après la fin des études à la fin des années 1990. Cf. J-F. Giret, E. Nauze-Fichet et M. Tomasini, « Le déclassement des jeunes sur le marché du travail », in INSEE, *Données sociales*, Paris, 2006, pp. 307-314.

<sup>5</sup> Un article du *Monde* daté du 11 octobre 2007 revient sur la décision des responsables de la sécurité intérieure française d'utiliser des drones pour surveiller plus efficacement les banlieues et les manifestations.

<sup>6</sup> Sur la genèse des mesures inscrites dans la loi LRU, cf. le film de Thomas Lacoste intitulé « Universités, le Grand Soir », disponible sur le site [www.lautrecampagne.org](http://www.lautrecampagne.org)

travail) et un collectivisme pratique (cf. ses liens avec Lagardère, Bouygues, Bolloré et Dassault)<sup>7</sup>. Pour mener à bien (avec d'autres) le travail de légitimation de ces contradictions, il lui a suffi d'énoncer le vieux principe populiste du « bon sens » et de « la main à la pâte ». En gommant ses lacunes, y compris par la censure et la contre-information organisée, il est parvenu, par un incroyable tour de passe-passe, à faire de sa brutalité une « force de caractère », de son ignorance le moteur de son action. Car, à n'en pas douter, il faut bien comprendre ce qui se trame derrière le terme de « droite décomplexée » : bien sûr, une droite renouant *fièrement* avec ses héritages individualistes, colonialistes, autoritaires et anti-intellectualistes ; mais surtout une droite, qui, finalement, paraît plus *dé-complexifiante* que décomplexée.

*JD et AH, 19 novembre 2007*

---

<sup>7</sup> Monique Pinçon-Charlot et Michel Pinçon, *Sociologie de la bourgeoisie*, Paris, La découverte, Repères, p. 103, 2003